

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, je veux bien collaborer avec le député autant que possible, mais je ne suis pas en mesure d'annoncer aujourd'hui la date d'un nouveau budget.

LA DIMINUTION DES RECETTES FISCALES TIRÉES DE L'ÉNERGIE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, je voudrais poser la même question au ministre, mais de façon différente. Dans le même ordre d'idée, je rappelle que le budget de l'automne dernier prévoyait que le gouvernement fédéral tirerait quelque 61 milliards de dollars de revenus de son Programme énergétique national au cours des cinq prochaines années. Compte tenu des annonces faites il y a deux jours, ce montant a diminué d'au moins 25 milliards. Dans ce contexte et compte tenu des implications négatives immenses qu'ont ces données pour les Canadiens du point de vue économique, le ministre nous assurera-t-il au moins aujourd'hui qu'il annoncera d'ici à vingt-quatre heures à quelle date il présentera un budget avant la fin de la session?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Non, madame le Président, je ne peux donner une telle assurance.

LA HAUSSE DU CHÔMAGE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, je voudrais demander encore une fois au ministre, étant donné que, depuis la présentation du budget en novembre, 58,000 hommes et femmes ont été mis à pied dans la province de Colombie-Britannique, que le chômage s'est accru de 111 p. 100 en Ontario au cours du premier trimestre et que, dans la province de Québec, 75,000 hommes et femmes ont perdu leur emploi dans le seul secteur de la fabrication, le ministre ne voudrait-il pas admettre qu'il a de graves obligations envers les Canadiens et leur dire, aux chômeurs en particulier, que des possibilités d'emploi s'offriront à eux cet été parce qu'il présentera un budget d'ici un mois?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, le député a raison de classer le chômage parmi les très graves problèmes économiques. Il sait que nous sommes en pleine récession mondiale et que les niveaux de chômage sont à la hausse dans tous les pays du monde, ou dans la plupart des pays du monde industrialisé. Le député enchaîne sans perdre une seconde en laissant croire qu'il y a un moyen facile de s'en sortir...

M. Broadbent: Non, non.

M. MacEachen: ... que la baguette magique est la présentation d'un budget. Le député ne dit jamais savoir quels programmes il recommanderait, à l'exception de ceux qui, si le ministre des Finances avait l'imprudence de les accepter, aggraveraient la situation en provoquant une recrudescence de l'inflation et du chômage. Telle est la politique que le Nouveau parti démocratique a énoncée à maintes reprises. Elle n'est appliquée par aucun gouvernement du monde industrialisé que je connaisse, pas même par ses amis socialistes d'Europe.

Questions orales

[Français]

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE HONGRIE

Mme le Président: Je désire signaler la distinguée présence dans nos tribunes de Son Excellence M. Frigyes Puja, ministre des Affaires étrangères de la République populaire de Hongrie.

Des voix: Bravo!

* * *

[Traduction]

LES PÊCHES

LA PRISE EN CHARGE PAR LE GOUVERNEMENT DE L'USINE DE CONDITIONNEMENT DU POISSON DE ST. ANTHONY, À TERRE-NEUVE

L'hon. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Pêches et des Océans. Je voudrais demander au ministre pourquoi le gouvernement du Canada prend en charge l'usine de conditionnement du poisson de St. Anthony, à Terre-Neuve, pas l'entremise de l'Office des prix des produits de la pêche. Pourquoi prend-il directement en charge l'usine sous l'égide d'une société de la Couronne, au lieu d'offrir à l'exploitant, de concert avec le gouvernement de Terre-Neuve, l'aide dont il a besoin, ce qui me semble être beaucoup plus approprié? Pourquoi le gouvernement procède-t-il ainsi?

• (1430)

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre des Pêches et des Océans): Madame le Président, mon collègue, le ministre du Revenu national, et moi-même avons tâché par tous les moyens de trouver une solution. J'ai rencontré les dirigeants de la compagnie. Nous avons eu de très longs entretiens. Les fonctionnaires de mon ministère et des représentants de la compagnie ont mené des négociations. Il a finalement été convenu que cette solution était la meilleure possible. J'admets qu'elle n'est pas parfaite, mais il fallait que je trouve le moyen de résoudre le problème pour que les pêcheurs, à la veille de la saison de pêche, aient un débouché pour vendre leurs poissons. J'ai bien précisé qu'il s'agit d'une entente ou d'un accord provisoire d'une année, en attendant que nous puissions trouver une solution à plus long terme.

M. McGrath: Le ministre n'a pas répondu à la question essentielle, à savoir pourquoi il n'a pas aidé l'exploitant, en collaboration avec le gouvernement de Terre-Neuve, et pourquoi le groupe d'étude Kirby a été détourné de sa mission pour conclure ce marché.